

NÉGOCIATIONS DANS LE SECTEUR PUBLIC : L'OPINION PUBLIQUE EST CLAIREMENT DE NOTRE CÔTÉ!

Le Front commun a dévoilé les résultats d'un sondage SOM sur la perception des Québécoises et des Québécois à l'égard des négociations du secteur public. Le sondage a été mené du 26 au 31 juillet 2023 auprès de 1 089 répondantes et répondants.

Bonne nouvelle ! Le coup de sonde confirme que la population est globalement favorable aux objectifs des travailleuses et des travailleurs du secteur public.

En phase avec l'esprit de nos demandes

- La très grande majorité des Québécoises et des Québécois sont d'avis que le gouvernement doit améliorer les conditions de travail de ses employés (87 %) pour demeurer compétitif sur le marché du travail.
- Ils pensent également que les salaires devraient minimalement être indexés au coût de la vie (86 %).
- Les trois quarts sont aussi d'avis que les salaires du secteur public devraient être équivalents à ceux du secteur privé (77 %).

Des améliorations qui profitent à toutes et à tous

Dans le contexte actuel de pénurie de main-d'œuvre, les personnes sondées semblent percevoir clairement la relation entre la qualité des conditions de travail et la qualité des services à la population.

- En effet, les trois quarts (75 %) des Québécoises et des Québécois estiment que l'amélioration des conditions de travail des employés du secteur public aura un impact positif sur la qualité des services aux Québécois.

À propos des offres du gouvernement

- Le sondage révèle aussi que plus de la moitié des Québécoises et des Québécois (56 %) s'entendent pour dire que les augmentations de salaire offertes par le gouvernement de 9 % sur 5 ans ne suffisent pas.
- On remarque également que très peu les qualifient de généreuses (généreuses/très généreuses, 10 %). Les offres du gouvernement sont donc loin d'avoir l'appui de la population.
- De plus, seulement trois Québécois sur dix sont d'avis que le gouvernement gère bien les négociations avec les syndicats, alors que c'est près de la moitié (48 %) qui est d'un avis contraire.

Et nos demandes ?

- En ce qui concerne les demandes syndicales, 55 % des Québécoises et des Québécois estiment que les demandes salariales des syndicats ne sont pas exagérées (39 % les trouvent suffisantes et 17 % insuffisantes).
- Seulement 38 % sont d'avis que les syndicats font des demandes généreuses ou très généreuses.

Rappelons que le Front commun revendique un rattrapage salarial et une protection contre l'inflation (2023-2024 : 100 \$/semaine ou IPC + 2 % ; 2024-2025 : IPC + 3 % ; 2025-2026 : IPC + 4 %).

Un employeur de choix ? Pas vraiment, non !

- Et si une majorité estime que le travail dans le secteur public est valorisé (62 %), la majorité (52 %) ne voudrait pas avoir le gouvernement du Québec pour employeur.

Ce résultat indique qu'il y a du travail à faire afin que le gouvernement devienne un employeur de choix.

« Ces résultats confirment ce qu'on sent quand on parle aux gens, à savoir que les Québécoises et les Québécois valorisent leurs services publics et sont bien conscients que les conditions de travail laissent à désirer. Alors que le ton vient de monter d'un cran, ces résultats sont évidemment importants pour les 420 000 travailleuses et travailleurs que nous représentons. Ça fait des mois qu'on dit que les offres du gouvernement sont déconnectées et il semble qu'une grande proportion de Québécoises et de Québécois le pensent aussi. Et ce qu'on retient, c'est qu'à l'heure actuelle, l'opinion publique est clairement du côté des travailleuses et des travailleurs », ont fait valoir d'une seule voix les représentants du Front commun, François Enault, premier vice-président de la CSN, Éric Gingras, président de la CSQ, Magali Picard, présidente de la FTQ, et Robert Comeau, président de l'APTS.

« La négociation, ça se joue à deux. Et à l'heure actuelle, le gouvernement ne démontre pas aux tables qu'il souhaite devenir un bon employeur. Nous avons surtout un gouvernement qui mène une vieille stratégie de négociation qui mise beaucoup sur les relations publiques. Mais ça a des limites. Les Québécoises et les Québécois ne sont pas dupes, et c'est ce qui ressort très clairement de ce coup de sonde. Après près d'un an de négociation, il est plus que temps que la cadence s'accélère ! Le Québec mérite mieux ! »

Le 23 septembre, on marche ensemble pour nos services publics !

Le Front commun organise une grande marche nationale, le samedi 23 septembre prochain, à Montréal, et invite la population à joindre sa voix à celle des travailleuses et des travailleurs du secteur public.

En éducation, en santé et dans les services sociaux et en enseignement supérieur, l'avenir de nos réseaux, ça concerne tout le monde.

Le 23 septembre, marchons ensemble pour dire au gouvernement, d'une seule voix, que ça suffit !

C'est donc un rendez-vous, dès 13 h, au parc Jeanne-Mance, à Montréal. C'est la prochaine étape dans ce grand mouvement de mobilisation historique !

Rappelons que, face à la fermeture du gouvernement du Québec après bientôt un an de négociation, l'ensemble des syndicats constituant le Front commun amorceront, le 18 septembre prochain, une vaste tournée d'assemblées générales afin de se doter d'un mandat de grève pouvant aller jusqu'à la grève générale illimitée (GGI).

Vos représentants syndicaux vous transmettront prochainement tous les détails entourant votre assemblée générale.